

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

PATRIMOINE ET COMMERCE

Société en commandite par actions au capital de € 158.749.530
Siège social : 45 avenue Georges Mandel – 75016 Paris
395 062 540 RCS Paris
(la « Société »)

Avis de réunion

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont informés qu'ils sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le 11 février 2026 à 14 heures au siège social : 45 avenue Georges Mandel à Paris (75016), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

Ordre du jour

- Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de PRESTIMMO, filiale de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE EST,
- Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de la SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, ayant pour sigle S.M.A.B.T.P.,
- Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de la SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVE BTP),
- Modification corrélatrice de l'article 6 des statuts, sous condition suspensive,
- Délégation de compétence à donner à la gérance pour procéder à des augmentations de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, réservées aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers,
- Nomination de PRESTIMMO en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance, sous condition suspensive,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Résolutions à titre extraordinaire

Première résolution. (Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de PRESTIMMO, filiale de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE EST). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport de la gérance sur le texte des projets de résolutions, du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial des commissaires aux comptes, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré, et conformément aux dispositions des articles L.225- 129 et suivants du Code de commerce, notamment de l'article L.225- 138 dudit Code :

1. décide d'augmenter le capital de la Société d'un montant de 8.196.720 euros, pour le porter de 158.749.530 euros à 166.946.250 euros par l'émission de 819.672 actions nouvelles de la Société de 10 euros de valeur nominale chacune ;

2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription au profit de :

PRESTIMMO, Société par Actions Simplifiée, dont le siège est à LYON (69001) – 8 Quai Jean Moulin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le n°301 501 599 ;

3. décide que les actions nouvelles seront libérées intégralement lors de la souscription, soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles de la Société ;

4. décide que le prix d'émission sera égal à 24,40 euros par action, prime d'émission comprise, soit une prime d'émission de 14,40 euros par action, représentant un prix total de souscription de 19.999.996,80 euros ;

5. décide que la souscription et le versement seront reçus du 11 février 2026 au 31 mars 2026 au siège social. La période de souscription pourra néanmoins être close par anticipation à compter de la souscription de l'intégralité des 819.672 actions faisant l'objet de la présente augmentation de capital. Les versements en espèces devront être effectués sur un compte bancaire intitulé « Patrimoine et Commerce Augmentation Capital » ouvert au nom de la Société ;

6. décide que les actions nouvelles donneront droit à toute distribution de dividendes décidée après leur émission et seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions de l'assemblée générale ;

7. rappelle, à toutes fins utiles, que le montant de 19.999.996,80 euros ne s'impute pas sur les plafonds fixés aux dix-neuvième et vingtième résolutions de l'assemblée générale du 12 juin 2025, ni sur aucun autre plafond fixé par ladite assemblée ;

8. décide de donner tous pouvoirs à la gérance, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de, sans que cette liste soit limitative, faire tout le nécessaire pour la bonne réalisation de l'augmentation de capital, et notamment :

- recevoir et constater la souscription des actions nouvelles, recevoir les versements exigibles, le cas échéant, modifier le compte sur lequel les fonds devront être déposés, le cas échéant arrêter le montant des créances détenues sur la Société, effectuer le dépôt des fonds reçus dans les conditions légales ;
- modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, clore par anticipation les souscriptions dans les conditions légales ;

- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- le cas échéant, fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin de l'émission, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à l'admission des actions nouvelles aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris et au service financier des titres émis et généralement faire le nécessaire.

Deuxième résolution. (Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de la SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, ayant pour sigle S.M.A.B.T.P)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport de la gérance sur le texte des projets de résolutions, du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial des commissaires aux comptes, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment de l'article L.225-138 dudit Code :

1. décide d'augmenter le capital de la Société d'un montant de 2.459.020 euros, pour le porter de 166.946.250 euros (sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital objet de la 1ère résolution) à 169.405.270 euros par l'émission de 245.902 actions nouvelles de la Société de 10 euros de valeur nominale chacune ;

2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription au profit de :

La SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, ayant pour sigle S.M.A.B.T. P, société d'assurances mutuelles, dont le siège est à PARIS (75015) – 8 rue Louis Armand, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le n°775 684 764 ;

3. décide que les actions nouvelles seront libérées intégralement lors de la souscription, soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles de la Société ;

4. décide que le prix d'émission sera égal à 24,40 euros par action, prime d'émission comprise, soit une prime d'émission de 14,40 euros par action, représentant un prix total de souscription de 6.000.008,80 euros ;

5. décide que la souscription et le versement seront reçus du 11 février 2026 au 31 mars 2026 au siège social. La période de souscription pourra néanmoins être close par anticipation à compter de la souscription de l'intégralité des 245.902 actions faisant l'objet de la présente augmentation de capital. Les versements en espèces devront être effectués sur un compte bancaire intitulé « Patrimoine et Commerce Augmentation Capital » ouvert au nom de la Société ;

6. décide que les actions nouvelles donneront droit à toute distribution de dividendes décidée après leur émission et seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions de l'assemblée générale ;

7. rappelle, à toutes fins utiles, que le montant de 6.000.008,80 euros ne s'impute pas sur les plafonds fixés aux dix-neuvième et vingtième résolutions de l'assemblée générale du 12 juin 2025, ni sur aucun autre plafond fixé par ladite assemblée ;

8. décide de donner tous pouvoirs à la gérance, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de, sans que cette liste soit limitative, faire tout le nécessaire pour la bonne réalisation de l'augmentation de capital, et notamment :

- recevoir et constater la souscription des actions nouvelles, recevoir les versements exigibles, le cas échéant, modifier le compte sur lequel les fonds devront être déposés, le cas échéant arrêter le montant des créances détenues sur la Société, effectuer le dépôt des fonds reçus dans les conditions légales ;
- modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, clore par anticipation les souscriptions dans les conditions légales ;
- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- le cas échéant, fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin de l'émission, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à l'admission des actions nouvelles aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris et au service financier des titres émis et généralement faire le nécessaire.

Troisième résolution. (Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de la SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BTP)). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport de la gérance sur le texte des projets de résolutions, du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial des commissaires aux comptes, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment de l'article L.225-138 dudit Code :

1. décide d'augmenter le capital de la Société d'un montant de 1.639.340 euros, pour le porter de 169.405.270 euros (sous réserve de la réalisation des augmentations de capital objets des 1^{ère} et 2^{ème} résolutions) à 171 044 610 euros par l'émission de 163.934 actions nouvelles de la Société de 10 euros de valeur nominale chacune ;

2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription au profit de :

La SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BTP), société d'assurances mutuelles, dont le siège est à PARIS (75015) – 8 rue Louis Armand, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le n°775 684 772 ;

3. décide que les actions nouvelles seront libérées intégralement lors de la souscription, soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles de la Société ;

4. décide que le prix d'émission sera égal à 24,40 euros par action, prime d'émission comprise, soit une prime d'émission de 14,40 euros par action, représentant un prix total de souscription de 3.999.989,60 euros ;

5. décide que la souscription et le versement seront reçus du 11 février 2026 au 31 mars 2026 au siège social. La période de souscription pourra néanmoins être close par anticipation à compter de la souscription de l'intégralité des 163.934 actions faisant l'objet de la présente augmentation de capital. Les versements en espèces devront être effectués sur un compte bancaire intitulé « Patrimoine et Commerce Augmentation Capital » ouvert au nom de la Société ;

6. décide que les actions nouvelles donneront droit à toute distribution de dividendes décidée après leur émission et seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions de l'assemblée générale ;

7. rappelle, à toutes fins utiles, que le montant de 3.999.989,60 euros ne s'impute pas sur les plafonds fixés aux dix-neuvième et vingtième résolutions de l'assemblée générale du 12 juin 2025, ni sur aucun autre plafond fixé par ladite assemblée ;

8. décide de donner tous pouvoirs à la gérance, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de, sans que cette liste soit limitative, faire tout le nécessaire pour la bonne réalisation de l'augmentation de capital, et notamment :

- recevoir et constater la souscription des actions nouvelles, recevoir les versements exigibles, le cas échéant, modifier le compte sur lequel les fonds devront être déposés, le cas échéant arrêter le montant des créances détenues sur la Société, effectuer le dépôt des fonds reçus dans les conditions légales ;
- modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, clore par anticipation les souscriptions dans les conditions légales ;
- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- le cas échéant, fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin de l'émission, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à l'admission des actions nouvelles aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris et au service financier des titres émis et généralement faire le nécessaire.

Quatrième résolution. (Modification de l'article 6 des statuts, sous condition suspensive). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport de la gérance sur le texte des projets de résolutions et du rapport du conseil de surveillance, sous la condition suspensive de l'adoption des première, deuxième et troisième résolutions ci-dessus et de la réalisation des augmentations de capital qui en sont l'objet, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 6 des statuts :

« Le capital social est fixé à 171.044.610 euros (cent soixante et onze millions quarante-quatre mille six cent dix euros). Il est divisé en 17.104.461 actions de 10 euros chacune, toutes de même catégorie et intégralement libérées. »

Cinquième résolution. (Délégation de compétence à donner à la gérance pour procéder à des augmentations de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, réservées aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport de la gérance sur le texte des projets de résolutions, du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 à L. 225-129-6, L. 225-138 et L. 225-138-1 du Code de commerce, et des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail :

1. Délègue à la gérance sa compétence à l'effet de décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, par émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents auquel l'article L. 3332-18 du Code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) qui seraient mis en place au sein du groupe constitué par la Société et les entrées, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société en application de l'article L. 3344-1 du Code du travail ;

2. Décide de fixer à 3% du capital social existant à ce jour le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre, étant précisé que :

- ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires des droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital ;

- le montant nominal d'augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera sur le montant du Plafond Global fixé à la dix-neuvième résolution (paragraphe 2(b)) de l'assemblée générale du 12 juin 2025 ainsi que sur le plafond fixé à la vingtième résolution (paragraphe 2(a)) de ladite assemblée.

4. Décide que le prix d'émission des actions nouvelles ou des valeurs mobilières donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 3332-19 du Code du travail et ne pourra être ni inférieur de plus de 30% ou 40%, selon les titres ainsi souscrits, directement ou indirectement, correspondant à des actions dont la durée d'indisponibilité est inférieure à 10 ans ou supérieure ou égale à 10 ans, à la moyenne des derniers cours cotés de l'action sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la période de souscription à l'augmentation de capital réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise (le « Prix de Référence »), ni supérieur à cette moyenne ; toutefois, l'assemblée générale autorise expressément la gérance, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer la décote susmentionnée, dans les limites légales et réglementaires, afin de tenir compte, notamment, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement ;

5. Autorise la gérance à attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-avant indiqués, en complément des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre ou déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au Prix de Référence et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires en application des articles L. 3332-11 et L. 3332-19 du Code du travail ;

6. Décide de supprimer au profit des bénéficiaires ci-avant indiqués le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente autorisation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux actions gratuites ou valeurs mobilières donnant accès au capital qui seraient émises par application de la présente résolution ;

7. Fixe à 26 mois, à compter de la date de la présente assemblée générale, la durée de validité de la présente délégation, et prend acte que la présente délégation prive d'effet, à compter de cette même date à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet ;

8. Décide que la gérance aura tous pouvoirs pour mettre en oeuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, dans les limites et sous les conditions précisées ci-avant à l'effet notamment :

- d'arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les adhérents au plan d'épargne d'entreprise pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions gratuites ou valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables ;
- de déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital ;
- d'arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions ;
- de fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres (même rétroactive) ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur ;
- en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, de fixer le nombre d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, le nombre à attribuer à chaque bénéficiaire, et arrêter les dates, délais, modalités et conditions d'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites légales et réglementaires en vigueur, et notamment choisir soit de substituer totalement ou partiellement l'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital aux décotes par rapport au Prix de Référence prévues ci-avant, soit d'imputer la contre-valeur de ces actions sur le montant total de l'abondement, soit de combiner ces deux possibilités ;
- de constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions souscrites (après éventuelle réduction en cas de sur-souscription) ;
- le cas échéant, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur le montant de ces primes les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital ;
- de conclure tous accords, d'accomplir directement ou indirectement par mandataire toutes opérations en ce compris procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et aux modifications corrélatives des statuts et, d'une manière générale, de passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, de prendre toutes mesures et décisions et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.

Résolutions à titre ordinaire

Sixième résolution. (Nomination de PRESTIMMO en qualité de nouveau membre du Conseil de surveillance, sous condition suspensive). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de nommer, en qualité de membre du conseil de surveillance, PRESTIMMO, Société par Actions Simplifiée, dont le siège est à LYON (69001) – 8 Quai Jean Moulin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le n°301 501 599, sous condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital objet de la 1ère résolution.

La durée du mandat de PRESTIMMO est fixée à quatre ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

Septième résolution. (Pouvoirs pour les formalités légales). — L'assemblée générale donne tous pouvoirs aux porteurs d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme des présentes pour l'accomplissement des formalités légales ou toutes autres formalités qu'il appartiendra.

Modalités de participation à l'Assemblée Générale.

Conformément aux dispositions légales, les actionnaires sont informés que la participation à l'assemblée est subordonnée à l'inscription des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris :

- Soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société,
- Soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, la date d'enregistrement est fixée au **lundi 9 février 2026**, zéro heure, heure de Paris.

Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire.

Modalités de vote à l'Assemblée Générale :

1. Les actionnaires désirant assister à cette assemblée pourront demander une carte d'admission :

- **Pour l'actionnaire nominatif** : auprès de **CIC – Service Assemblées – 6 avenue de Provence – 75452 PARIS Cedex 09** ou à l'adresse électronique **serviceproxy@cic.fr**.
- **Pour l'actionnaire au porteur** : auprès de son intermédiaire gestionnaire de son compte titres.

2. A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire, ce qui équivaut à donner pouvoir au Président de l'assemblée générale,
- voter par correspondance,
- donner une procuration à un autre actionnaire, à son conjoint ou à toute autre personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, telle que prévues à l'article Article L225-106 du Code de commerce.

Les actionnaires pourront demander le formulaire de vote et ses annexes à l'établissement financier dépositaire de leurs titres de telle sorte que la demande parvienne **au plus tard** à cet intermédiaire six jours avant la date de l'assemblée soit le jeudi 5 février 2026 et être accompagnés, pour ceux provenant des actionnaires au porteur, d'une attestation de participation.

Les formulaires de vote par correspondance/procuration ne seront pris en compte qu'à la condition d'être reçus par le **CIC – Service Assemblées – 6 avenue de Provence – 75452 PARIS Cedex 09**, **au plus tard** le troisième jour précédant l'assemblée soit le samedi 7 février 2026 et devront être accompagnés, pour ceux provenant des actionnaires au porteur, d'une attestation de participation.

3. Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être effectuée par voie électronique selon les modalités suivantes :

- Pour les actionnaires nominatifs : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité, à l'adresse électronique suivante : **serviceproxy@cic.fr** en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué,
- Pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité, à l'adresse électronique suivante : **serviceproxy@cic.fr** en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué puis en demandant à leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres, d'envoyer une confirmation écrite par courrier à **CIC – Service Assemblées – 6 avenue de Provence – 75452 PARIS Cedex 09**.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées **au plus tard deux jours avant la date de la tenue de l'assemblée générale** pourront être prises en compte.

4. Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote par correspondance ou demandé sa carte d'admission, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

5. L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir ou la carte d'admission. A cette fin, l'intermédiaire teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

6. Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

Points, projets de résolutions et questions écrites des actionnaires :

1. Conformément aux prescriptions légales, les actionnaires peuvent poser des questions écrites aux Gérants. Ces questions doivent être adressées au siège social de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique à l'adresse suivante : **assemblees@patrimoine-commerce.com** **au plus tard** le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le **jeudi 5 février 2026** à minuit.

Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

2. Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée par les actionnaires remplissant les conditions légales en vigueur, doivent être adressées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique à l'adresse suivante : assemblees@patrimoine-commerce.com et être réceptionnées au plus tard vingt-cinq jours avant l'assemblée générale soit jusqu'au **samedi 17 janvier 2026**. Ces demandes doivent être motivées et accompagnées d'une attestation d'inscription des titres.

Les demandes d'inscription de projet de résolutions sont accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Il est en outre rappelé que l'examen par l'assemblée générale de points ou de projets de résolutions qui seront présentées est subordonné à la transmission par les intéressés, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement de leurs titres dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

Documents d'information mis à la disposition des actionnaires.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des assemblées générales seront disponibles au siège social de la société, au 45 avenue Georges Mandel à Paris (75016) dans les délais légaux. Les documents prévus à l'article R.22-10-23 du Code de commerce seront consultables à partir du mercredi 21 janvier 2026, sur le site internet de la société à l'adresse suivante : <https://www.patrimoine-commerce.com>.

La Gérance